

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI

Plus de 195 millions de
sans-emploi dans le monde

Le nombre de sans-emploi dans le monde, autrement dit de chômeurs, est resté en 2006 à son plus haut niveau avec 195,2 millions de personnes sans travail, et ce, malgré une croissance mondiale soutenue. Ce sont là les chiffres contenus dans le rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi élaboré par le Bureau international du travail et les chiffres essentiels sont publiés par l'association de la presse africaine. Le taux de chômage à travers le monde qui a été de 6,3% n'a pas connu de régression en 2006, par rapport à l'année antérieure, bien que le nombre de personnes ayant un emploi soit très élevé en 2006. La croissance mondiale n'a eu que très peu d'impact sur le niveau de pauvreté dans le monde. Ainsi, le BIT souligne dans son rapport qu'ils sont encore 1,37 milliard de tra-

vailleurs extrêmement pauvres qui n'ont pas de travail décent et qui ne survivent qu'avec 2 dollars par jour et par personne. Le rapport note plusieurs chiffres relatifs à la décennie passée. Ainsi, sur ces dix dernières années, la croissance économique s'est traduite par plus de gains de productivité (+ 26%) que d'emplois dans le monde, qui n'a augmenté que de 16%. Le chômage dans le monde frappe plus sévèrement (à 40%) les jeunes de 18 à 24 ans et qui sont aujourd'hui 86,3 millions à n'avoir pas de travail. De plus, l'accès au travail des femmes est plus difficile que pour les hommes. En 2006, 48,9% des femmes de plus de 15 ans avaient un emploi contre 49,6 il y a dix ans. Le rapport souligne par ailleurs qu'en 2006, le secteur des services dans l'emploi mondial a atteint 40%, dépassant pour la première fois le sec-

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

teur agricole dont la part est de 38,7%, celle de l'industrie étant de 21,3% de l'emploi global dans le monde.

Quant à la répartition géographique de l'emploi, elle ne change pas beaucoup. C'est au Moyen-Orient et en Afrique du Nord que le taux de chômage, avec 12,2% reste le plus élevé en 2006. L'Afrique subsaharienne enregistre le deuxième taux de chômage le plus élevé au monde avec 9,8% et la plus forte proportion de travailleurs pauvres, dont 8 sur 10 vivent avec moins de 2 dollars par personne et par jour. Entre 2001 et 2006, le nombre de travailleurs pauvres vivant sous le seuil de pauvreté de 1 dollar par jour a baissé partout dans le monde, sauf en Afrique subsaharienne. En Afrique du Nord, comme au Moyen-Orient, il est demeuré identique.

Le BIT tire la sonnette d'alarme et considère que même si le niveau de croissance mondiale allait se maintenir en 2007, il est fort à craindre que la création d'emplois décents et la réduction du nombre de travailleurs pauvres ne suivent pas. Renforcer le lien entre croissance et emploi est l'unique solution, selon ce rapport, et constitue une condition préalable au développement et à la croissance économiques futurs. Il est temps, souligne le rapport, pour les gouvernants et pour la communauté internationale de s'assurer que la situation économique, favorable dans la plupart des régions du monde, sauf en Afrique, au moyen-Orient et en Afrique du Nord, se traduise par une croissance des emplois décents dans ces régions.

K. B.-A.

UNE MAJORITE D'EUROPEENS CONTRE L'EURO

Le sondage qui ébranle la Commission
européenneDe notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Selon un très sérieux et très fiable sondage réalisé par le *Financial Times*, la plupart des citoyens des grosses cylindrées économiques européennes (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Espagne) regrettent le bon vieux temps du franc, du mark, de la lire ou de la pesetas. Dans le même sondage, cruel pour les décideurs de l'Union, en France seuls 5% des personnes interrogées donnent encore quelque crédit à l'euro.

D'un mot : 95% des Hexagonaux haïssent la monnaie européenne unique. Ce sentiment français est — c'est ce qui inquiète davantage la Commission européenne — largement partagé par les Allemands, les Britanniques et les Italiens.

Même l'Espagne, traditionnellement fervente de tout ce qui est "Europe", s'aligne dans cette enquête sur les positions les plus euro-sceptiques. Cette fondamentale remise en cause de l'un des piliers du traité de Maastricht met mal à l'aise les grands politiques et les économistes qui ont soutenu, bec et ongles, la monnaie unique. Aujourd'hui, les temps sont durs et les réalités des pays membres de l'euro-land n'incitent guère à l'optimisme. Pour la plupart des anticipateurs de l'Union, désormais, des réformes importantes doivent être opérées quitte à être iconoclaste, envers les dogmes. Et, notamment, envers le dieu euro. Certains n'hésitent plus à évoquer les scénarii à mettre en œuvre au cas où... N'est-il pas, en effet, clairement ouvert certains d'entre eux, judicieux de se rabattre sur une zone intermédiaire "d'euro-franc" pour la France, "euro-mark" pour l'Allemagne et ainsi de suite au lieu d'une seule et unique zone, concentrique, certes anti-



inflationniste, mais dont les citoyens européens, de plus en plus nombreux, n'en veulent plus ?

D'autres privilégient un schéma encore plus simple : l'euro peut rester monnaie unique, mais dans un espace réduit et dans de plus larges espaces, la monnaie unique européenne serait la sœur jumelle de la monnaie nationale du pays membre de l'euro-land. Pour ce faire, encore faut-il que Bruxelles-Commission et Frankfurt-Banque européenne consentent à s'attaquer de front à un dogme monétariste fondateur de l'euro et acceptent le principe d'un euro faible.

Dans sa configuration actuelle, la Commission européenne ne semble pas en mesure d'accomplir une telle tâche. Barroso et les siens se contenteront de botter en touche et de lire les sondages de façon à les vider de leur

substance, de leur matrice.

En ces temps de vaches maigres, où l'Allemagne de Merkel qui préside l'Union européenne ne sait plus comment relancer la Constitution de l'Union et alors que la France, l'autre moteur de la construction européenne, est sur cette question, plombée par une rude campagne présidentielle, les Européens "convaincus" sont tétanisés. Ils ne peuvent plus avancer des idées de peur d'être accusés de fédéralistes ultralibéraux, ni reculer de peur d'être soupçonnés d'euro-sceptiques.

Ils font donc ce qu'ils peuvent : du sur-place. Ce qui est un exercice périlleux. Entre-temps, les indicateurs annoncent d'autres tendances actuelles : une majorité d'Européens est contre l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'espace européen.

A. M.

IRAK

Au moins 45 morts et 108
blessés dans des attaques

Au moins 45 personnes ont été tuées et 108 autres blessées dans des attaques hier en Irak principalement contre des cultes chiites, rapportent des agences citant les services de sécurité. Dans une attaque à Dour Mandali, un village à 80 km au nord-est de Baghdad, 23 personnes ont été tuées et 57 autres blessées lorsqu'un kamikaze portant une ceinture d'explosifs s'est fait sauter dans une mosquée chiite.

L'explosion est survenue dans la mosquée Ali al-Akbar, dans la région de Baladrouz, au milieu d'une foule de fidèles rassemblés pour commémorer le deuil chiite de l'Achoura, a précisé la police de Baqouba, capitale de la province de Diyala où se situe Dour Mandali. Douze Kurdes chiites ont été tués et 38 blessés dans l'explosion d'une bombe près d'un lieu de culte chiite dans le centre de Khanegine, à 170 km au nord-est de Baghdad, selon la police. A Baqouba, la capitale de la province de Diyala où se situe Dour Mandali, 3 chiites ont été tués par des hommes armés, selon la police locale.

Près de Baqouba, une personne a été tuée et 5 blessées dans la chute d'obus de mortier sur une maison, alors que 4 personnes ont été tuées et 6 blessées par des inconnus qui ont ouvert le feu contre les passagers d'un minibus à Baghdad, selon une source de sécurité. A Mossoul, la troisième ville du pays à 370 km au nord de Baghdad, une voiture piégée a explosé, faisant 2 morts et 2 blessés, a indiqué la police locale.

IRAN

Trois féministes poursuivies
pour "atteinte à la sécurité"
du pays

Trois militantes féministes iraniennes, arrêtées samedi à l'aéroport de Téhéran, seront renvoyées devant un juge pour atteinte à la sécurité du pays, a indiqué le prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, citée hier par l'agence Isna.

Les trois femmes — Mansoureh Shojai, Latag Taghinia et Farnaz Seifi — ont été arrêtées, au moment où elles allaient prendre un avion pour l'Inde. "Après 24 heures (de détention), elles ont été libérées sous caution et on leur a dit qu'elles seraient jugées dans deux mois pour atteinte à la sécurité nationale en raison de leur participation à un atelier éducatif", a précisé Mme Ebadi. "Mais elles n'ont pas pris part à cet atelier", a souligné la militante des droits de l'homme.

Dimanche, le fils de Mansoureh Shojai avait indiqué à l'AFP que sa mère et deux autres femmes avaient été arrêtées alors qu'elles devaient prendre l'avion à destination de l'Inde pour participer à un atelier éducatif. Les trois femmes ont participé à la campagne "Un million de signatures" lancée par des militantes iraniennes pour changer les "lois discriminatoires" à l'encontre des femmes.

RUSSIE

Plus de 50 milliards de
centimes d'investissements
russes refusés à l'étranger

Les entreprises russes, victimes de préjugés ou d'un manque d'expérience, ont été empêchées d'acheter des actifs à l'étranger à hauteur de 50,2 milliards de dollars en 2006, selon une étude du groupe russe M&A-Intelligence, spécialisée dans les fusions-acquisitions.

"Entre (janvier) 2006 et début 2007, on a empêché des compagnies russes d'acheter des actifs à l'étranger pour (une somme) de 50,2 milliards de dollars", révèle l'étude, communiquée hier à l'AFP. "Au moins 13 contrats importants" ont échoué, indique le document qui précise que les moins chanceux ont été "les entreprises de pétrole, de métallurgie et de gaz". Les analystes rappellent l'échec du projet de fusion entre le numéro un de la sidérurgie russe Severstal et l'européen Arcelor ou celui du rachat par le géant du pétrole Loukoil de la raffinerie lituanienne Mazeikiu Nafta.

Le géant Gazprom, qui ambitionne de s'implanter sur le marché de la distribution de gaz aux consommateurs en Europe, peine aussi à concrétiser ses projets — dont, selon la presse, un éventuel rachat du britannique Centrica — devant la réticence des Etats européens à ouvrir des secteurs aussi stratégiques.

Selon l'étude, cette méfiance est due au fait que les étrangers voient le Russe "soit comme un agent du KGB, soit comme la main de Moscou, soit comme un criminel imprévisible" étant devenu propriétaire "par le biais d'activités sales, de délits, de corruption, de fraude, de chantage et d'emploi de la force dans les affaires".

"La concentration du capital des grandes entreprises russes dans les mains d'un seul actionnaire" est un facteur négatif, relève également Dmitri Poutine, chef du groupe d'analyse de M&A-Intelligence.

Une autre raison de cette méfiance est l'absence de tradition bien ancrée en Russie des fusions-acquisitions, ajoute-t-il, estimant d'autre part que les Russes ne font pas assez appel à des campagnes de communication.